Liens historiques et relations diplomatiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Du Nanyang à la guerre froide

La présence chinoise à Singapour est plus ancienne que l'État moderne. La partie A de cet ouvrage a décrit le commerce des jonques venues d'Amoy, de Canton et des ports teochew, les communautés dialectales et les kongsi (associations claniques et commerciales), tandis que la partie B a suivi les maisons de transfert de fonds et les banques chinoises qui collectaient l'épargne des migrants et l'envoyaient au pays. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la relation entre Singapour et la Chine était donc celle d'une diaspora avec sa terre d'origine, passant par les familles, les clans et les envois de fonds. La Bank of China a ouvert une succursale à Singapour en 1936, ce qui a donné au gouvernement nationaliste un accès direct à l'épargne des Chinois du Nanyang.[1]

Après 1949, la relation est devenue politique. La guerre froide, l'insurrection communiste en Malaya et la crainte que la République populaire n'utilise les Chinois d'outre-mer comme une cinquième colonne ont rendu prudents les gouvernements de Malaya et de Singapour. Le chapitre II de la partie C a rappelé que le gouvernement fédéral malaisien avait ordonné en 1965 la fermeture de la succursale

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

singapourienne de la Bank of China et que celle-ci n'avait survécu que parce que Singapour avait quitté la fédération avant que l'ordre ne prenne effet.[2] L'épisode a fixé une ligne qui a duré des décennies : le commerce avec la Chine était bienvenu, l'influence politique ne l'était pas.

Le nouvel État devait aussi démontrer qu'il n'était pas un État chinois. Avec une population chinoise à environ trois quarts, Singapour était observée par ses voisins, la Malaisie et l'Indonésie, à l'affût du moindre signe que l'île pourrait devenir une « troisième Chine ». Lorsque Lee Kuan Yew a entamé ses visites officielles en Chine en 1976, il les a menées en anglais pour bien montrer qu'il représentait Singapour.[3] Singapour entretenait aussi des relations étroites avec Taïwan. Ses forces armées s'y entraînent en vertu d'un arrangement datant de 1975, connu du public par les exercices baptisés Starlight.[4]

La visite de Deng Xiaoping en 1978

Le tournant est intervenu en novembre 1978, lorsque Deng Xiaoping a effectué sa première et unique visite officielle à Singapour. Selon la plaque commémorative inaugurée par le National Heritage Board en 2010, il fut impressionné par ce qu'il vit et montra un intérêt particulier pour les avantages que les investissements étrangers avaient apportés à l'île. Un mois plus tard, lors du troisième plénum du XIe Comité central, il lança la politique de réforme économique et d'ouverture sur le monde.[5]

Lee a profité de la visite pour faire valoir que les Chinois de Singapour, descendants de migrants pauvres du sud de la Chine, avaient prospéré grâce à de bonnes politiques et que la Chine elle-même pouvait faire mieux. Il a aussi pressé Deng de cesser d'exporter la révolution communiste en Asie du Sud-Est, conseil que la Chine a ensuite suivi.[6] Lors de sa tournée dans le Sud en 1992, Deng a salué le bon ordre social et la bonne gestion de Singapour. De nombreux fonctionnaires chinois ont ensuite été envoyés sur l'île pour s'y former.[7] Le ministère des Affaires étrangères de Singapour estime depuis à plus de 50 000 le nombre de fonctionnaires chinois ayant effectué des voyages d'étude ou suivi des programmes de formation à Singapour depuis le milieu des années 1990.[8]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Bureaux commerciaux, reconnaissance et partenariat

Les liens officiels se sont noués par étapes. Les deux États ont échangé des bureaux commerciaux en septembre 1981. Les liaisons aériennes commerciales ont débuté en 1985. La Chine a nommé Goh Keng Swee, ancien ministre des Finances de Singapour, conseiller pour ses zones économiques spéciales.[9] Les relations diplomatiques n'ont été établies que le 3 octobre 1990. Singapour avait attendu que l'Indonésie rétablisse ses propres relations avec Pékin, ce qui en a fait le dernier État d'Asie du Sud-Est à reconnaître la République populaire.[10]

Depuis, la relation est gérée au moyen d'un ensemble d'institutions d'une densité inhabituelle. Le Joint Council for Bilateral Cooperation (JCBC, conseil conjoint de coopération bilatérale) est coprésidé par un vice-Premier ministre de Singapour et un vice-Premier ministre chinois.[11] Le gouvernement chinois le présente comme le mécanisme de plus haut niveau pour coordonner la coopération entre les deux États.[12] En dessous, huit conseils économiques relient Singapour aux provinces et municipalités du Sichuan, du Shandong, du Liaoning, du Zhejiang, de Tianjin, du Guangdong, du Jiangsu et de Shanghai.[13] À l'issue d'une visite officielle du Premier ministre Lee Hsien Loong en Chine, les deux gouvernements sont convenus le 1er avril 2023 de rehausser leurs relations au rang de « partenariat global, de haute qualité et tourné vers l'avenir » (All Round High Quality Future Oriented Partnership).[14]

Frictions et équilibre

La relation n'a pas été exempte de frictions. En novembre 2016, les douanes de Hong Kong ont saisi neuf véhicules blindés Terrex de l'armée singapourienne qui étaient rapatriés après des exercices à Taïwan. Ce n'est que le 24 janvier 2017 que les douanes de Hong Kong ont annoncé leur restitution.[15] La saisie a été largement interprétée comme un signal du mécontentement chinois face à la position de Singapour sur la mer de Chine méridionale et à ses liens militaires avec Taïwan. La réaction de Singapour a été caractéristique : une déclaration mesurée, une diplomatie discrète et aucun changement de sa politique consistant à entretenir de bonnes relations avec toutes les grandes puissances.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Cette politique d'équilibre, que décrit le chapitre IV de la partie F et qu'examine le chapitre V de la partie K dans le contexte de la rivalité entre les États-Unis et la Chine, encadre tout ce qui suit. Singapour est un partenaire de sécurité proche des États-Unis et le premier investisseur étranger en Chine. Sa place financière sert des clients chinois tout en appliquant des règles largement façonnées par des organismes normatifs occidentaux. La valeur commerciale de cette position dépend de la capacité de Singapour à conserver la confiance des deux camps.

Notes

1. Bank of China Singapore Branch, « About us – History » (boc.cn/sg) : la succursale a commencé ses activités dans Cecil Street en 1936 ; voir le chapitre III de la partie B. ↩
2. Voir le chapitre II de la partie C, citant la conférence de presse de Lee Kuan Yew du 9 août 1965 : « China wants to trade with us, I mean we let the Bank of China go on. ». ↩
3. Wikipedia, « Lee Kuan Yew » (consulté en novembre 2026), section sur la Chine : les visites officielles de Lee en Chine à partir de 1976 étaient menées en anglais pour montrer qu'il représentait Singapour et non une « Third China » ; Wikipedia, « China–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : les Chinois de souche représentent environ 70 à 75 pour cent des Singapouriens. ↩
4. Wikipedia, « China–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : l'accord de Singapour avec Taïwan sur l'entraînement militaire et les installations date de 1975 ; les exercices annuels sont connus sous le nom d'Exercise Starlight. ↩
5. National Heritage Board, « Factsheet on the Deng Xiaoping Marker », 14 novembre 2010 (nas.gov.sg), annexe 2 : « In November 1978, Deng paid his first and only official visit to Singapore. He was impressed with what he saw and showed a particular interest in the benefits of foreign investments for Singapore » ; la double politique de réforme et d'ouverture a été lancée lors du

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

troisième plénum du XIe Comité central en 1978. La visite de novembre 1978 est confirmée par Wikipedia, « Lee Kuan Yew » (consulté en novembre 2026). ↩

6. Wikipedia, « Lee Kuan Yew » (consulté en novembre 2026), section sur la Chine : Deng s'est rendu à Singapour et a rencontré Lee en novembre 1978 ; Lee a pressé Deng de cesser d'exporter l'idéologie communiste en Asie du Sud-Est, et Deng a ensuite suivi ce conseil. ↩
7. National Heritage Board, « Factsheet on the Deng Xiaoping Marker », 14 novembre 2010, annexe 2 : « Following Deng's famous Southern Tour in 1992, when he commented on Singapore's good social order and management, many Chinese officials were sent to Singapore for training. ». ↩
8. Ministry of Foreign Affairs of Singapore, page pays « People's Republic of China » (mfa.gov.sg, consulté en novembre 2026) : plus de 50 000 fonctionnaires chinois ont effectué des voyages d'étude ou suivi des programmes de formation à Singapour depuis le milieu des années 1990. ↩
9. Wikipedia, « China–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : échange de bureaux commerciaux en septembre 1981 ; Wikipedia, « Lee Kuan Yew » (consulté en novembre 2026), section sur la Chine : liaisons aériennes commerciales à partir de 1985 ; Goh Keng Swee nommé conseiller pour les zones économiques spéciales. ↩
10. Wikipedia, « China–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : Singapour préférait que ses voisins, « particularly Indonesia », normalisent d'abord leurs relations avec la RPC ; l'Indonésie et la RPC ont annoncé leur décision d'établir des relations le 8 août 1990 ; relations diplomatiques officielles établies le 3 octobre 1990, faisant de Singapour « the last Southeast Asian country to officially recognise the PRC ». ↩
11. Ministry of Foreign Affairs of Singapore, page pays « People's Republic of China » (mfa.gov.sg, consulté en novembre 2026) : le 14e JCBC coprésidé par le vice-Premier ministre Teo Chee Hean et le vice-Premier ministre Han Zheng (septembre 2018), le 15e par le vice-Premier ministre Heng Swee Keat et le vice-Premier ministre Han Zheng (octobre 2019). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

12. Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, compte rendu de la réunion des hauts fonctionnaires du China-Singapore Joint Council for Bilateral Cooperation, Pékin, 18 octobre 2024 (mfa.gov.cn) : le JCBC est « the highest-level mechanism for coordinating bilateral cooperation in various fields ». ↩
13. Ministry of Foreign Affairs of Singapore, page pays « People's Republic of China » (consulté en novembre 2026) : huit conseils économiques provinciaux avec le Sichuan, le Shandong, le Liaoning, le Zhejiang, Tianjin, le Guangdong, le Jiangsu et Shanghai. ↩
14. Prime Minister's Office, « Joint Announcement between the People's Republic of China and the Republic of Singapore », communiqué de presse, 1er avril 2023 (pmo.gov.sg) : visite officielle du 27 mars au 1er avril 2023 ; « Both sides have agreed to upgrade bilateral relations to an 'All Round High Quality Future Oriented Partnership' ». ↩
15. Wikipedia, « China–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : neuf véhicules Terrex et le matériel associé saisis en novembre 2016 ; le 24 janvier 2017, les douanes de Hong Kong ont annoncé leur restitution à Singapour ; American President Lines a ensuite été condamnée à une amende de 90 000 HK$. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.